

Elections suédoises : Le parti social-démocrate chute sur l'emploi

Daniel Cirera (1)

La victoire de la droite et la défaite du parti social-démocrate de Suède aux élections législatives du 17 septembre suscitent légitimement un flot de commentaires. S'il existe des raisons conjoncturelles, comme une certaine usure du pouvoir, la signification du résultat, pour la gauche, mais aussi pour la droite, déborde largement la conjoncture et la Suède elle-même. Cet échec qui touche le parti vitrine de la social-démocratie européenne nous concerne aussi directement en France compte-tenu de l'intensité du débat sur la résistance du «modèle social français» aux politiques libérales. Plus largement, ce résultat est à mettre en regard avec les alternances successives dans la plupart des pays de l'Union européenne, dans la dernière période. On peut avancer l'idée qu'il traduit dans les conditions suédoises un malaise politique plus général, profond, qui n'a épargné à ce jour aucune force politique en responsabilité.

Ce résultat est incontestablement un événement. Pour les suédoises et les suédois d'abord. En donnant la majorité à la coalition de droite, ils ont mis fin à 12 ans d'un gouvernement social-démocrate - le record de durée pour un gouvernement social-démocrate en Europe. C'est le meilleur résultat de la droite depuis 1928 et le pire pour les socialistes depuis les années 20. Or ce résultat survient alors que les grands indicateurs, comme on dit - croissance, inflation - étaient au vert, et alors que partout en Europe on présentait les réformes entreprises par le gouvernement de gauche comme exemplaires: conciliant libéralisation et protection, «compétitivité» et filet de sécurité pour les plus vulnérables, notamment les privés d'emploi.

Or c'est sur cette question de l'emploi que s'est jouée l'élection. La coalition de droite a fait campagne sur le thème de «Remettre la Suède au travail». Le premier ministre se prévalant du système de protection et d'indemnisation qui concernant jusqu'à 20% de la population - et d'un consensus syndical, arguait que la croissance suffirait à réduire un chômage établi autour de 6%, mais touchant en fait entre 22 et 24 % des jeunes de 20 à 24 ans. Ce bilan n'a manifestement pas suffi. L'absence de volonté de s'attaquer effectivement à cette question, à la réduire à un «traitement social», combiné à une croissance sans création emploi, a été habilement utilisé par la droite. Outre le fait que pour la première fois elle se présentait unie, la droite conduite par le «Rassemblement modéré» s'est présentée comme s'attaquant au chômage, par l'aide aux entreprises et par une politique d'incitation, même contraignante. Elle propose ainsi de réduire les cotisations sociales des petites entreprises, les impôts pour les faibles salaires et le montant des prestations de chômage. Il envisage aussi de nouvelles privatisations. Mais, contrairement aux élections, de 2002 où elle avait subi un échec cuisant, la droite n'a cessé d'insister sur le fait qu'elle ne mettait pas en cause les acquis historiques de «l'Etat social». Qu'il s'agissait simplement d'un modernisation, d'une adaptation du modèle aux conditions de la concurrence mondiale. Ce discours, qui vise en fait à avancer dans le remodelage néo-libéral de la société au profit du capital tout en prenant en compte l'ancrage des références sociales, l'attachement au service public, et à l'égalité, trouve de puissants relais en France. Si la droite, et le patronat se félicitent de la victoire de leurs amis en Suède, le «modèle nordique» mérite à gauche un débat sérieux, approfondi, exigeant sur les

limites, y compris politiques, du compromis social-démocrate, face aux enjeux, aux pressions, aux exigences du capitalisme contemporain, notamment dans son cadre européen. A Helsinki Dominique de Villepin a vanté l'excellence du modèle finlandais. La flex-sécurité danoise fait les délices de Mme Parisot à l'université d'été du Medef placée sous le thème «Concilier l'inconciliable». Et la capacité des sociaux-démocrates suédois à amortir les effets sociaux des mesures de libéralisation par le financement public et des impôts élevés, fait référence dans la social-démocratie française. Il ne s'agit pas de nier les acquis considérables issus de conditions historiques, culturelles, particulières et surtout de rapports de forces sociaux favorables à la classe ouvrière suédoise et nordique. Mais les élections suédoises ramènent à la question essentielle du niveau et du sens des réformes à entreprendre pour répondre aux besoins populaires face aux pressions néo-libérales, inscrites dans les politiques européennes. **Ainsi, le traitement social du chômage ne répond pas durablement à cette question si fondamentale pour toute société qu'est la création massive d'emplois.**

Plus fondamentalement encore, c'est la notion même de «modèle» qui doit être contestée. On comprend pourquoi en France des forces sociales et politiques sont fascinées par des «modèles» sociaux qui font avancer des mesures de libéralisation et de déréglementation, de flexibilisation du marché du travail, tout en préservant un certain consensus social. Plus que jamais, il est indispensable de porter attention aux expériences menées par les autres peuples, notamment en Europe. De même que les propres expériences françaises - les succès et les échecs-, sont regardées avec attention. Ainsi à partir du socle d'acquis considérables des luttes populaires en France, la question n'est-elle pas de chercher des voies originales, pour un nouveau progrès social et démocratique ? Pour aller vers l'éradication du chômage, pour sécuriser les parcours de vie, en ne mettant pas seulement à contribution l'Etat, mais aussi les entreprises, en s'attaquant au pouvoir de la finance. En l'occurrence, sur la question de l'emploi, qui sera centrale dans les échéances à venir, comme partout en Europe, il faut proposer, face au Medef et à la droite, comme à gauche, des solutions réalistes audacieuses, qui s'attaquent à la racine des problèmes. En dehors de tout «modèle». ■

(1) Daniel Cirera est membre du comité exécutif national du PCF, chargé des Questions européennes. europe@pcf.fr